



Institut Prospective
& Sécurité en Europe



SONDAGE EXCLUSIF

La Coopération Europe-Afrique
jugée par les parlementaires européens

**5e sommet Union Européenne / Union Africaine
5th Summit European Union / African Union
Abidjan, 29 et 30 novembre 2017**

Méthodologie

L'enquête a été conduite du 15 au 21 novembre 2017 par

The logo for 'OPINIONS EN RÉGION' features the word 'OPINIONS' in a dark blue, sans-serif font, followed by 'EN RÉGION' in a lighter blue, sans-serif font. A thin blue horizontal line is positioned below the text, with a small white speech bubble shape integrated into the line under the word 'RÉGION'.

Institut de sondage français, auprès de 1565 membres du Parlement Européen et des membres de la commission des affaires étrangères des parlements français, belge, italien, espagnol, allemand, suédois, hongrois, grecs, néerlandais, polonais.

Le questionnaire a été envoyé par courriel et 421 parlementaires ont répondu via une plateforme d'administration de questionnaires.



Professeur Alpha CONDÉ Président de la République de Guinée Président de l'Union Africaine

À l'occasion des assises d'Abidjan qui réuniront les Chefs d'État et de Gouvernement de deux continents voisins, il y a un regain d'intérêt sur la condition de la relation ainsi que les possibilités et perspectives qui nous sont offertes. La consultation en amont de parlementaires des pays membres de l'Union européenne par un sondage réalisé auprès de plus de 1.500 élus délivre un complément important d'information sur la relation entre l'Europe et l'Afrique.

Dix ans après l'adoption de la stratégie commune Afrique – Union Européenne, les dirigeants africains et européens vont aborder la question cruciale de la jeunesse. Son importance est une évidence étant donné que plus de 60 % de la population africaine a moins de 25 ans.

L'Afrique est riche de ressources, à commencer par la richesse humaine, avec ces jeunes talents qu'il faut mettre en avant. Le continent a mis l'accent sur la transformation structurelle, en s'engageant dans des réformes importantes en vue de mieux se positionner dans le commerce mondial et se développer comme destination préférentielle pour les investissements.

L'Europe est un partenaire historique de l'Afrique. Les nouveaux défis mondiaux appellent à des changements dans cette relation dense et complexe. C'est la raison pour laquelle il me semble urgent que l'Union Européenne et l'Union Africaine, que j'ai l'honneur de présider, renforcent leurs synergies pour promouvoir l'Agenda 2030 dans un monde de paix et stabilité. Toute contribution pour améliorer la qualité de l'information requise pour mieux se préparer pour un avenir qui est forcément commun doit être saluée et soutenue.



S.E Faure GNASSINGBÉ Président de la République du Togo Président de la CEDEAO

Ce sondage de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe sur les relations entre l'Union Africaine et l'Union européenne, réalisé à la veille du Sommet d'Abidjan consacré à la jeunesse me semble une excellente initiative car il souligne parfaitement la nécessité et l'urgence de renforcer nos relations.

À la lecture des résultats de ce sondage, réalisé auprès de plus de 2.000 parlementaires (députés et sénateurs) d'une dizaine de pays européens, on observe en effet que si cette coopération a déjà le mérite d'exister, il est primordial de la renforcer en privilégiant les trois axes principaux qui intéressent et peuvent changer l'avenir de la jeunesse africaine : la sécurité bien sûr, qui exige une stabilité politique dans nos différents pays d'Afrique, le développement économique et les échanges commerciaux.

Ce sondage met également en lumière l'impérieuse nécessité de développer la coopération sous-régionale, à l'image de ce que réalise la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) que j'ai l'honneur de présider actuellement. Celle-ci est d'ailleurs de plus en plus active et attractive comme le démontre la demande d'adhésion de la Mauritanie, après celle du Maroc. Ce sont en effet des sous-ensembles qui, plus restreints et donc plus proches des préoccupations de nos populations, sont parfois plus efficaces.

Mais cette étude et ses conclusions auront d'autant plus de poids et d'influence auprès des dirigeants et des décideurs africains qu'une enquête similaire sera lancée – au lendemain du présent Sommet d'Abidjan – auprès des parlementaires africains qui, eux-aussi, doivent être utilement consultés.

Il en va de la bonne marche de nos relations avec l'Europe et de notre démocratie.



Comprendre l'évolution de la complexité stratégique

C'est ainsi afin de mieux comprendre les évolutions historiques, de cette « complexité stratégique » que l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE) a souhaité ancrer - depuis sa création en 1988 - son action future et orienter ses travaux.

L'IPSE présidé par Emmanuel Dupuy, professeur associé à l'Université Paris-Sud est composée d'une quarantaine de chercheurs, issus des milieux académiques, journalistique, de la haute fonction publique et des milieux sécurité-armement et défense.

Par le biais de séminaires et de publications, l'IPSE propose des orientations concrètes aux décideurs, nationaux et européens, en cherchant les meilleures formes de coopération possibles, la prise en compte de la force de la spécificité du projet européen tout en favorisant l'intégration des intérêts nationaux.

La sécurité et l'influence de notre continent nécessitent une nouvelle approche, multidisciplinaire, dynamique et aisément opératoire.

L'Union européenne, forte de ses 500 millions d'habitants, première puissance commerciale au monde capitalisant le quart des richesses planétaires, réunissant deux membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies et quatre membres du G8, demeurant la première puissance maritime mondiale présente sur les cinq continents, est un acteur global majeur. Grâce à sa riche histoire et au processus inédit de mise en commun de souverainetés nationales, l'Union Européenne est capable de projeter dans le monde une vision équilibrée de ses intérêts en fonction de valeurs qui en font sa grandeur.

L'UE est ainsi devenue un pilier d'action et de stabilité internationale au service du multilatéralisme grâce à la diversité de ses instruments de politique étrangère, de commerce extérieur, de développement et de sécurité. Ce répertoire de politiques européennes, supportées par les politiques nationales, offre un cadre de sécurité et de défense permettant la gestion de crise et de prévention des conflits dans le monde.

Dans un contexte international instable et face à des puissances nationales ou des acteurs aux logiques multiples (ONG, fondations, multinationales,...), l'Union européenne peine encore à se projeter et à affirmer unitairement sa propre vision du monde. D'autant que des axes stratégiques nouveaux évoluent, remettant en cause nos certitudes ou les conceptions sur lesquelles étaient basées nos politiques nationales et européennes (démographie européenne, relation transatlantique et politique étrangère américaine, équilibres des forces nucléaires, indépendance et politique énergétiques, allocation des ressources aux domaines de la sécurité, etc.)

Fraternité Matin



M. Venance KONAN Directeur Général de Fraternité Matin Journaliste, écrivain, romancier

Au moment où se tiendra à Abidjan le 5^{ème} sommet Europe – Afrique les 29 et 30 novembre, il était important de connaître la perception des élus européens sur la relation Afrique/Europe. Les élus ont leur mot à dire sur cette coopération et les interroger à ce sujet était une bonne initiative. Comme nombre d'élus européens, je pense que la coopération entre l'Europe et l'Afrique peut être améliorée. Nous pouvons faire beaucoup mieux.

Il est vrai que ce n'est pas à l'Europe de faire le travail à la place des pays africains. Mais l'Europe a la possibilité d'accompagner les Etats africains sur des axes de développement tels que la formation. La question de l'immigration est également cruciale. Car nous constatons un renfermement de l'Europe sur elle-même.

Les pays africains doivent réfléchir avec l'Europe à des mécanismes de formation solides en direction de la jeunesse (thème principal de ce Sommet) afin que ces forces vives reviennent dans leur pays pour créer de la richesse. Mettre l'accent sur de tels chantiers permettra d'enrayer le phénomène d'immigration massive de jeunes Africains vers l'Europe tout en favorisant le développement du continent.

Nous, médias, avons un rôle important à jouer. Aussi, je me rejouis de la collaboration de Fraternité Matin avec l'Institut Prospective & Sécurité en Europe (IPSE) à l'occasion de la publication des résultats de cette étude.

Nous espérons que cela permettra de porter à la connaissance des dirigeants africains et des populations la perception qu'ont les élus européens de nos relations en matière de coopération et réfléchir ensemble aux axes d'amélioration.

L'inauguration du groupe "Fraternité Matin" a été effective le 7 décembre 1964 et le 1^{er} numéro parut deux jours plus tard.

Le grand quotidien ivoirien a justifié son implantation, son importance dans l'univers des médias ivoiriens en tant que média de service public.

Remplissant son rôle de grand média d'information, il a su aussi développer des services traditionnels dont la population ne peut plus se passer : les annonces légales, la publicité, les annonces nécrologiques et autres petites annonces, les communiqués officiels et institutionnels.

Tout en respectant son cahier de charge, Fraternité Matin – dirigé par M. Venance Konan - veille à ce que toutes les opinions politiques et religieuses puissent s'y exprimer, ce qui fait de lui le média de référence en Côte d'Ivoire.

Fraternité Matin, c'est aussi deux magazines (Femme d'Afrique, Emergence économique), un journal en ligne (fratmat.info), des journaux mobiles sur les réseaux de téléphonie (Orange pour fratmat mobile, MTN pour Fratmat express, Moov pour fratmat actu plus). Avec sidwaya au Burkina Faso, nous avons développé fratmat actu. Notre groupe dispose également d'une imprimerie et d'une maison d'éditions - fratmat éditions - qui compte dans son catalogue quelques-uns des écrivains les plus talentueux de Côte d'Ivoire et d'Afrique.

Les principaux enseignements du sondage

La coopération entre l'Europe et l'Afrique pourrait être fortement améliorée. Elle est jugée satisfaisante pour seulement 22% des parlementaires, 31% estimant qu'elle est peu ou pas satisfaisante.

La coopération bilatérale entre Etat recueille d'ailleurs 55% d'avis positifs avec une réelle volonté (81%) de renforcement de la coopération entre pouvoirs locaux.

L'Union Européenne doit donc légitimement s'interroger sur la manière d'assurer son leadership alors qu'elle est en "concurrence" avec les Etats souverains et les collectivités territoriales qui souhaitent de plus en plus jouer un rôle sur la scène internationale.

Un axe Afrique/Méditerranée/Europe destiné à permettre à certains pays du Sud de s'éloigner de l'Islam radical est partagé entièrement par 59% des parlementaires et partiellement par 36%.

La réussite des objectifs du 4e sommet Union Européenne / Union Africaine recueille une moyenne sur 5 de 3,08 qui témoigne également de la difficulté de réussir des objectifs généraux et, souvent, très ambitieux.

L'envoi d'observateurs européens sur le terrain lors de processus électoraux est "utile" ou "très utile" pour 75% des parlementaires.

Les modifications constitutionnelles doivent passer par un vote double (parlement et référendum) pour 68% des parlementaires, une quasi unanimité se faisant autour de la non- rétroactivité de ces modifications (99%).

The main lessons of the survey

Cooperation between Europe and Africa could be greatly improved. It gives satisfaction at only 22% of the parliamentarians, 31% considering that it is little or not satisfactory.

Bilateral cooperation between the states collects 55% positive opinions with a real desire (81%) to strengthen cooperation between local authorities.

The European Union must therefore legitimately question how to ensure its leadership while it is in "competition" with sovereign states and local authorities that increasingly want to play a role on the international scene.

An African / Mediterranean / European axis intended to allow certain southern countries to move away from radical Islam is shared entirely by 59% of parliamentarians and partly by 36%.

The success of the objectives of the 4th European Union / African Union Summit garners an average of 3.08/5, which also reflects the difficulty of achieving general and often very ambitious goals.

Sending European observers on the ground during electoral processes is "useful" or "very useful" for 75% of parliamentarians.

The constitutional amendments must go through a double vote (parliament and referendum) for 68% of parliamentarians, almost unanimity being around the non-retroactivity of these changes (99%).

LES RESULTATS DE NOTRE SONDAGE EXCLUSIF

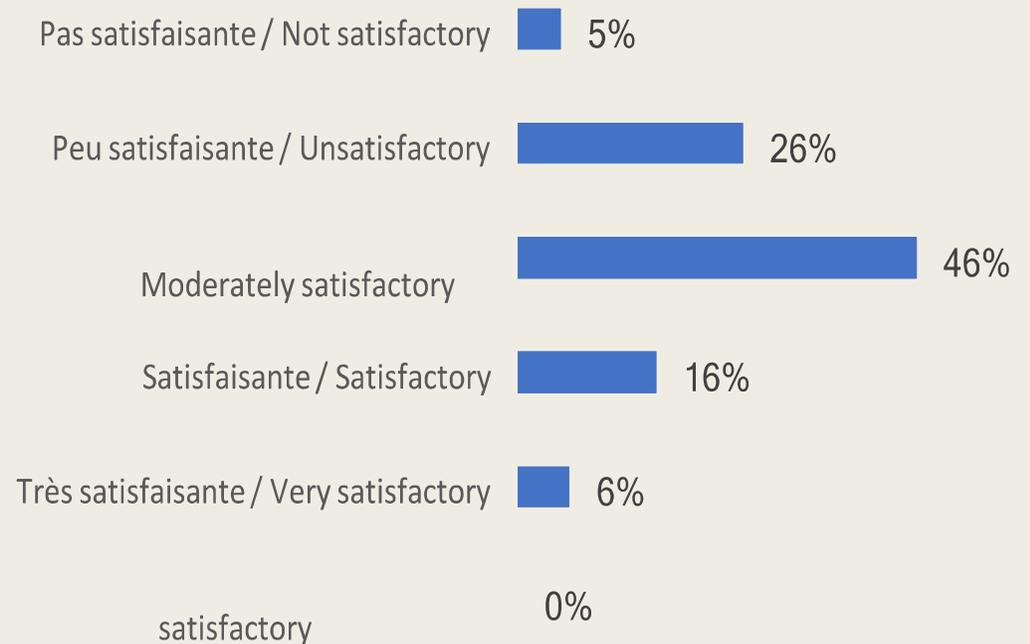
Chers lectrices, chers lecteurs

Les résultats présentés ci-après sont totalement libres de droits et, par conséquent, peuvent être repris partiellement ou intégralement, à condition de bien vouloir citer leur source.

Il en est de même pour les commentaires des personnalités africaines et européennes qui ont bien voulu analyser les résultats.

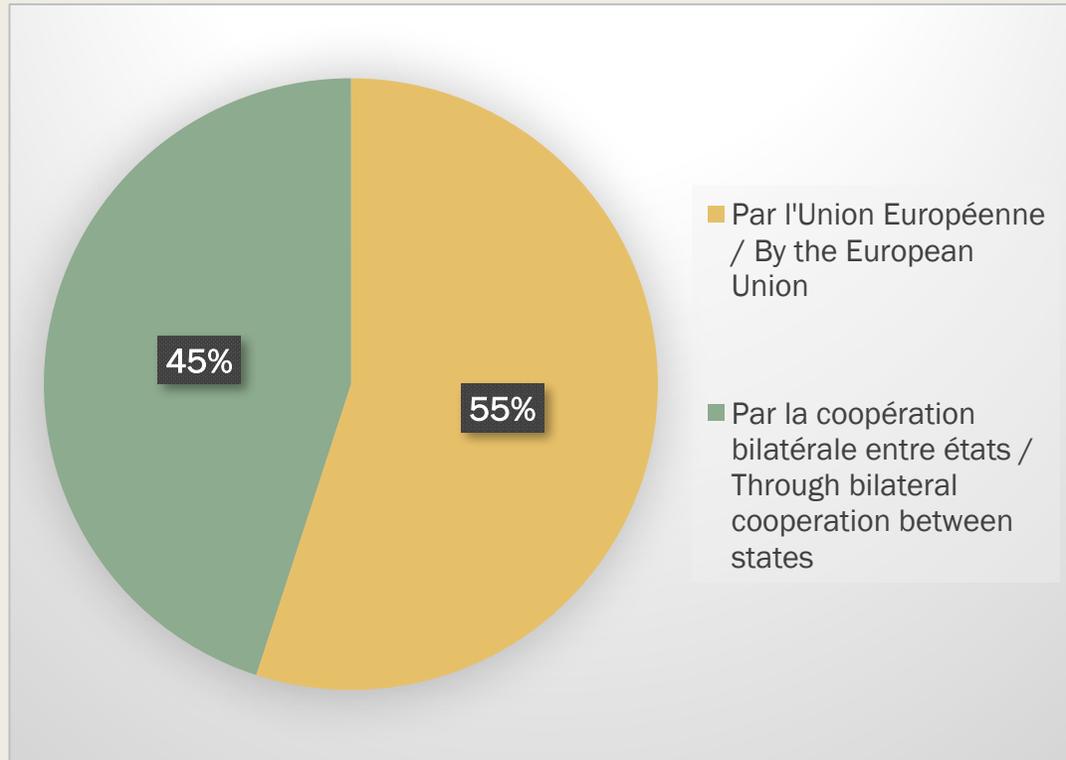
1 - D'une façon générale, diriez-vous que la coopération entre l'Europe et l'Afrique est :

In general, would you say that cooperation between Europa and Africa is :



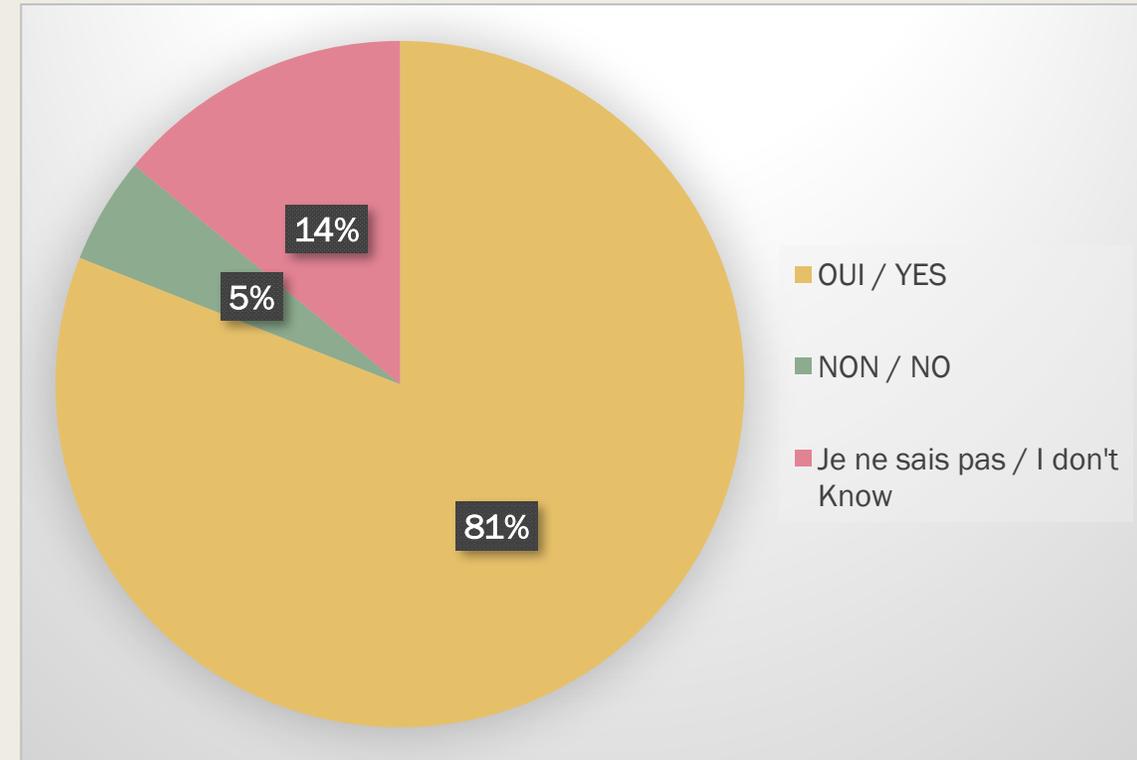
2 - Pour assurer la coopération entre les deux continents diriez-vous que celle-ci est mieux assurée par l'Union Européenne ou par la coopération bilatérale entre états (en particulier le votre)?

To ensure cooperation between the two continents would you say that it is best provided by the European Union or by bilateral cooperation between states (especially yours)?



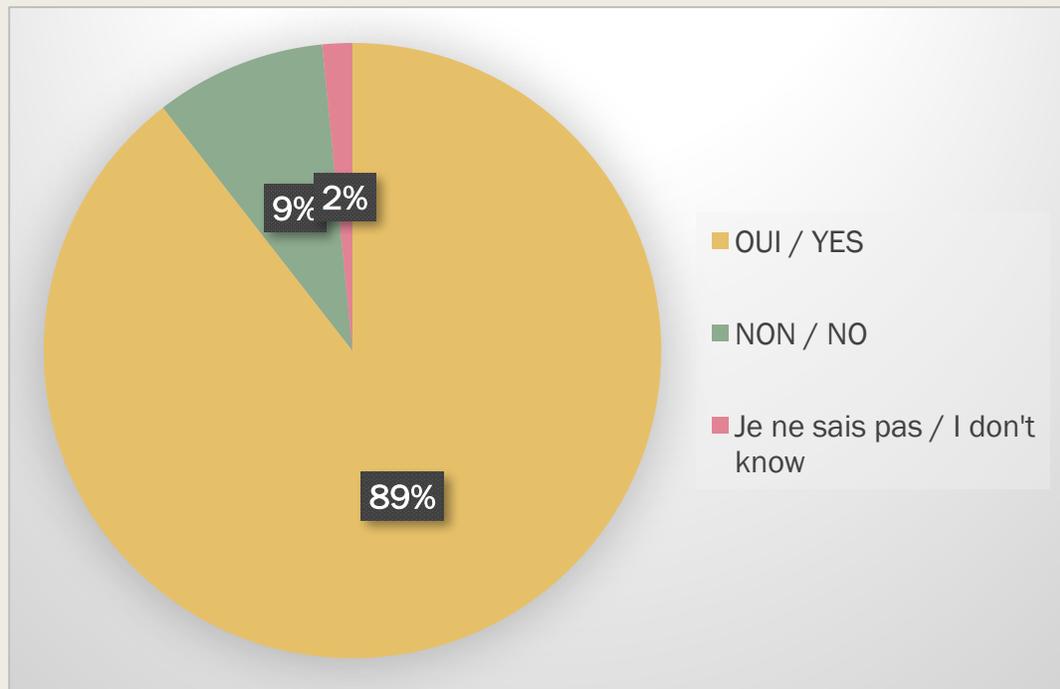
3 - Etes-vous favorable à un renforcement de la coopération entre les pouvoirs locaux ?

Are you in favor of strengthening cooperation between local authorities?



4 - Etes-vous favorable à un renforcement de la coopération entre votre parti politique et ses homologues africains ?

Are you in favor of strengthening the cooperation between your political party and its African counterparts?



5 / Voici les objectifs qui avaient été fixés par le 4e sommet lors de sa tenue à Bruxelles en 2014, pour chacun d'entre eux pouvez-vous donner une note entre 1 et 5 en fonction de votre sentiment sur leur réalisation en termes de coopération

Here are the objectives that were set by the 4th Summit during its meeting in Brussels in 2014, for each of them can give you a score between 1 and 5 according to your feeling about their achievement in terms of cooperation:

Note Moyenne Globale : 3,08/5

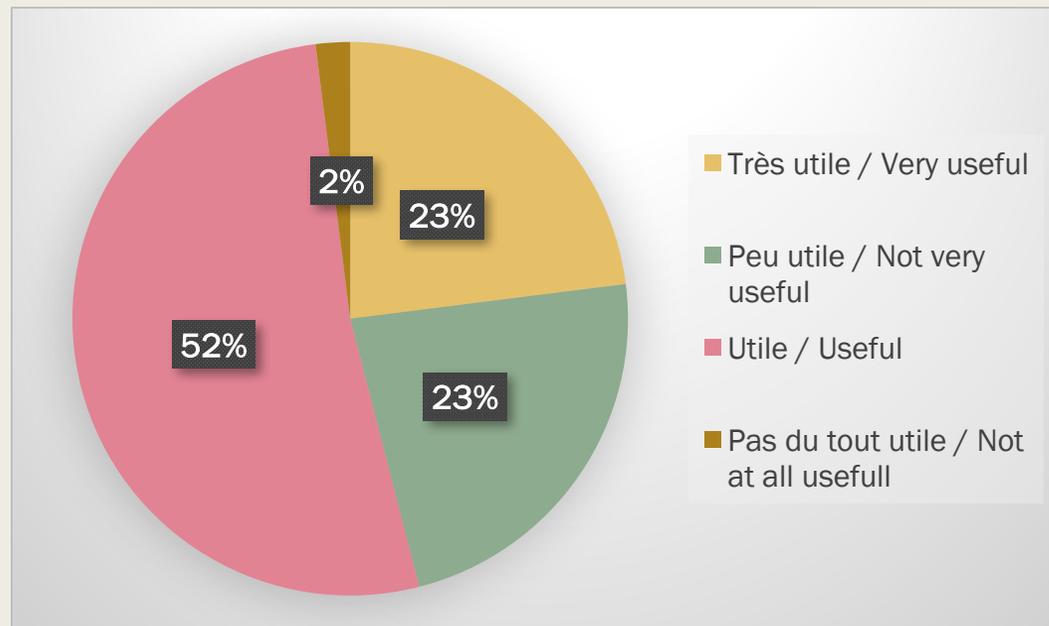
Paix et sécurité Peace and security		Bonne gouvernance, Démocratie et Droits de l'Homme Good governance, democracy and human rights	
NOTE 1	7 %	NOTE 1	17%
NOTE 2	20%	NOTE 2	31%
NOTE 3	23%	NOTE 3	35%
NOTE 4	43 %	NOTE 4	17%
NOTE 5	7 %	NOTE 5	0 %
NOTE MOYENNE	3,27	NOTE MOYENNE	2,5

Investissements et commerce Investments and Trade		Développement des compétences et création d'emplois Skills Development and Job Creation	
NOTE 1	3%	NOTE 1	11%
NOTE 2	20%	NOTE 2	23%
NOTE 3	24%	NOTE 3	24%
NOTE 4	48%	NOTE 4	37%
NOTE 5	5%	NOTE 5	5%
NOTE MOYENNE	3,32	NOTE MOYENNE	3,02

Lutte contre le terrorisme Fight against terrorism	
NOTE 1	5%
NOTE 2	15%
NOTE 3	33%
NOTE 4	39%
NOTE 5	8%
NOTE MOYENNE	3,30

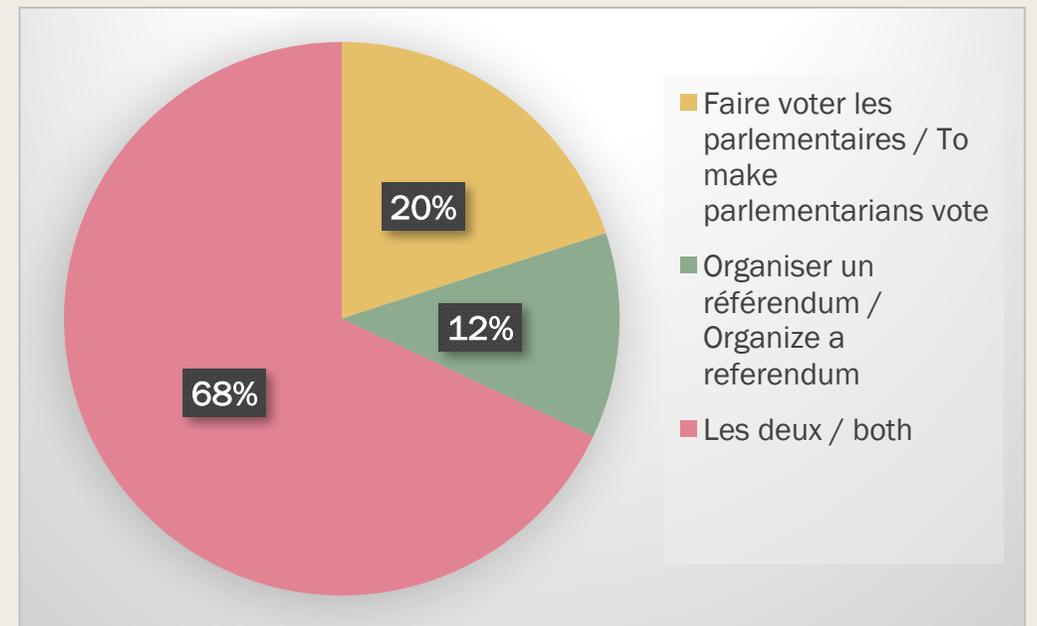
6 - Etes-vous favorable à un renforcement de la coopération entre les pouvoirs locaux ?

Regarding the holding of elections in Africa, do you think that the sending of European observers alongside African observers is very useful, useful, not very useful, not at all useful for the good conduct of the polls?



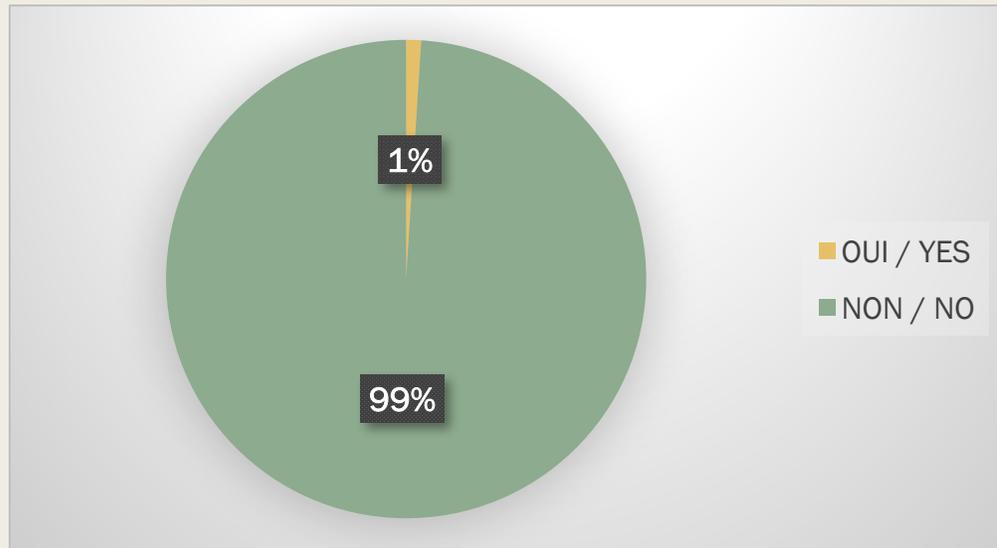
7 - Quand un pays décide de modifier sa constitution, pensez-vous qu'il faille mieux ?

When a country decides to modify its constitution, do you think that it is better?



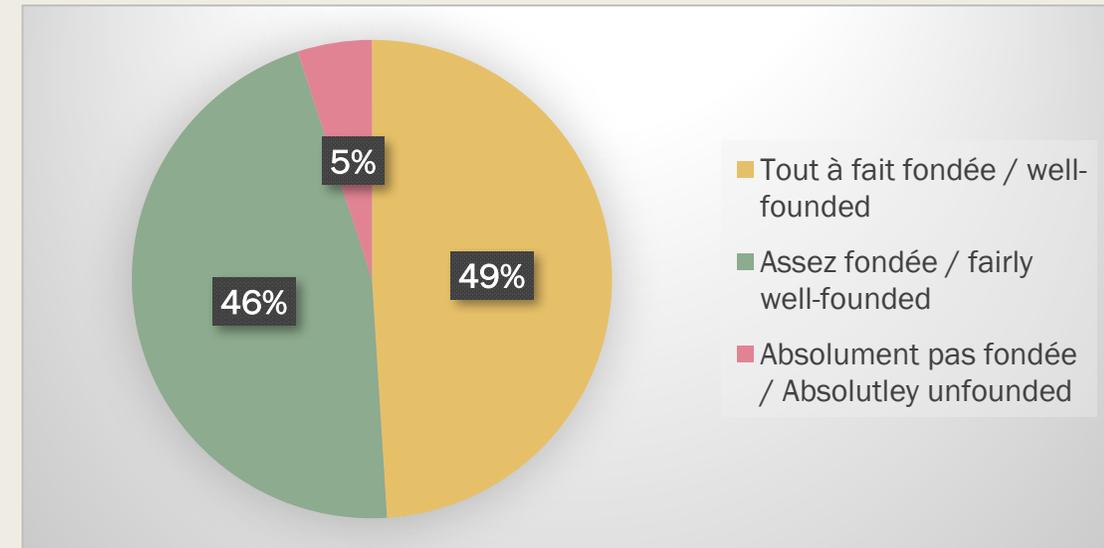
8 - Les modifications constitutionnelles peuvent-elles être des lois rétroactives ?

Can constitutional amendments be retroactive laws?



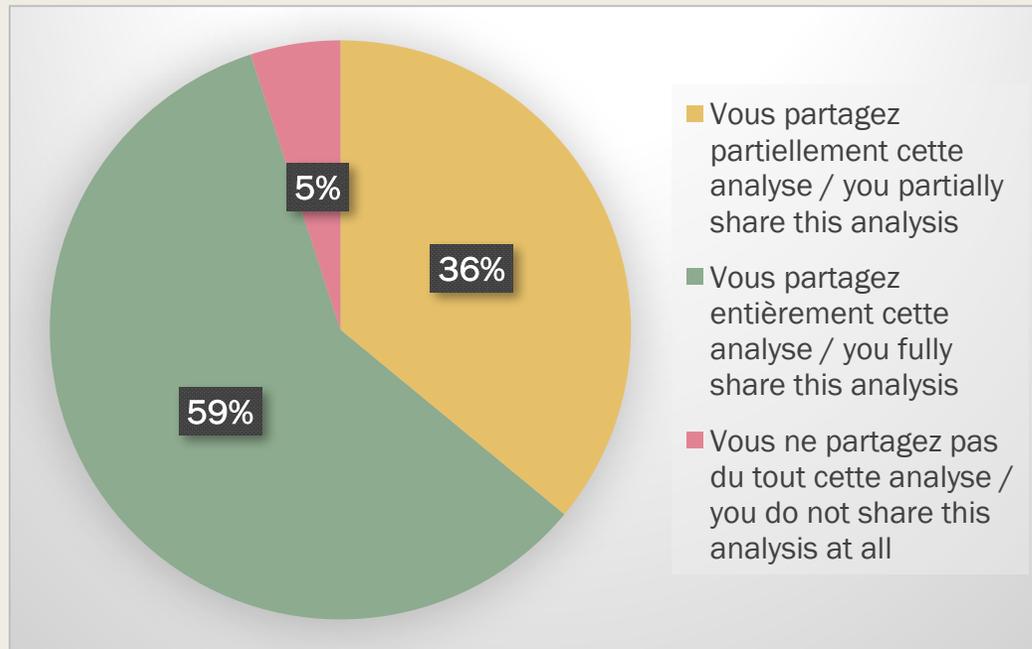
9 - Comme en Europe, certains observateurs soulignent la montée du populisme et des revendications identitaires religieuses en Afrique afin de déstabiliser des gouvernements élus démocratiquement. Diriez-vous que cette appréciation est :

As in Europe, some observers point to the rise of populism and religious identity claims in Africa in order to destabilize democratically elected governments. Would you say that this assessment is:



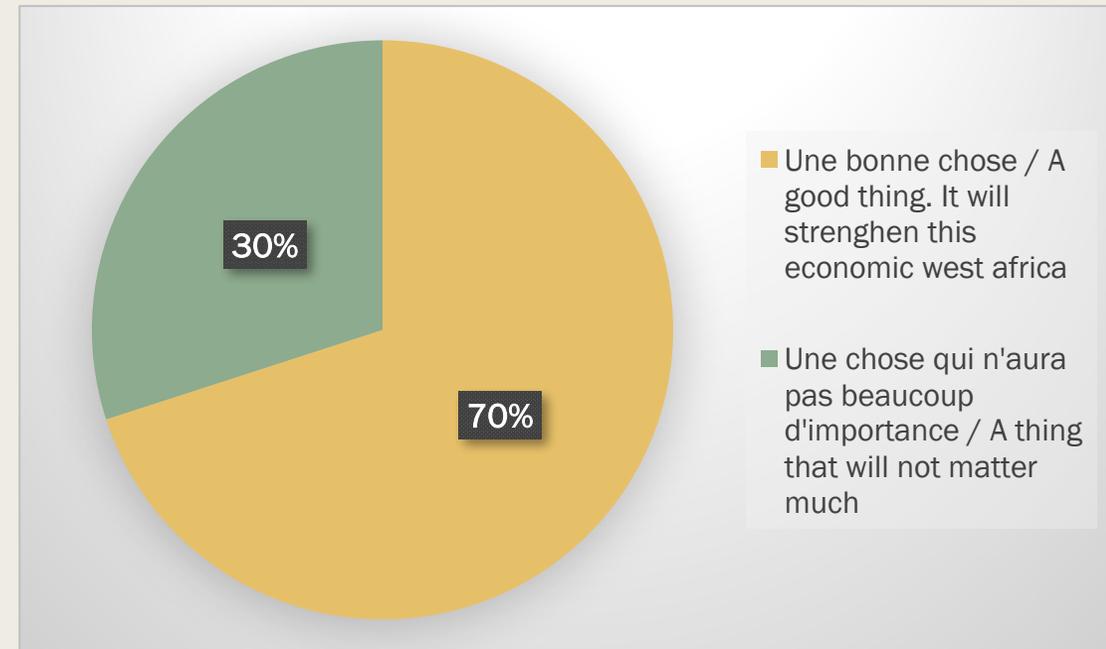
10 - Plusieurs leaders pensent qu'il serait très utile de développer un axe Afrique, Méditerranée, Europe afin de permettre à bon nombre de pays du sud de la Méditerranée de s'éloigner du modèle promu par l'Islam radical :

Several leaders think that it would be very useful to develop an axis Africa, Mediterranean, Europe in order to allow many countries of the South of the Mediterranean to move away from the model promoted by radical Islam:



11 - La Mauritanie entend demander son adhésion à la Cedeao à l'occasion du sommet d'Abidjan cela vous semble-t-il :

Mauritania intends to apply for membership of the OECD at the Abidjan summit, it seems to you:



12 - En ce qui vous concerne, comment vous informez vous sur l'Afrique ?

Rencontres parlementaires, audition délégations africaines au Parlement, visites dans les pays, représentations diplomatiques, presse, internet (1 la note la plus basse à 5 la note la plus élevée-)

*In your case, how do you inform yourself about Africa?
Parliamentary meetings, hearing African delegations to Parliament, country visits, diplomatic representations, press, internet (notes from 1 to 5)*

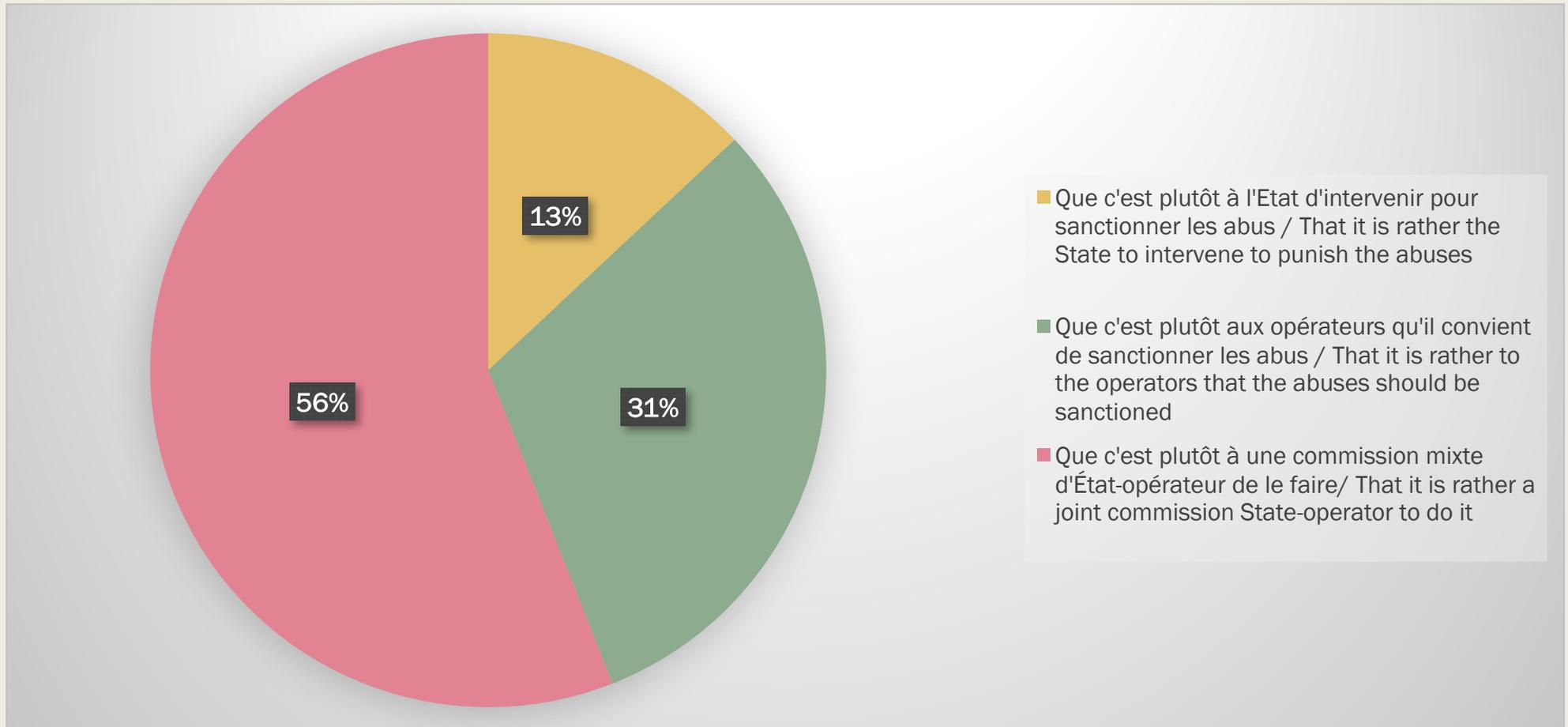
Visites dans les pays country visits		Représentations diplomatiques Diplomatic representations	
NOTE 1	3%	NOTE 1	2%
NOTE 2	7 %	NOTE 2	12%
NOTE 3	22%	NOTE 3	22%
NOTE 4	48%	NOTE 4	48%
NOTE 5	20%	NOTE 5	16%
NOTE MOYENNE	3,71	NOTE MOYENNE	3,64

Rencontres parlementaires Parliamentary meetings		Auditions délégations africaines au parlement African delegations to parliament	
NOTE 1	5%	NOTE 1	6%
NOTE 2	7 %	NOTE 2	5%
NOTE 3	17%	NOTE 3	37%
NOTE 4	58%	NOTE 4	39%
NOTE 5	13%	NOTE 5	13%
NOTE MOYENNE	3,67	NOTE MOYENNE	3,4

Presse Press		Internet Internet	
NOTE 1	2%	NOTE 1	4%
NOTE 2	5%	NOTE 2	2%
NOTE 3	7 %	NOTE 3	7 %
NOTE 4	53%	NOTE 4	52%
NOTE 5	33%	NOTE 5	35%
NOTE MOYENNE	4,10	NOTE MOYENNE	4,12

13/ Afin de lutter contre la propagation de fausses nouvelles ou d'injures sur internet et les réseaux sociaux dans un pays pensez-vous que

In order to fight the spread of false news or insults on the internet and social networks in a country do you think that





M. Emmanuel Dupuy Président Institut Prospective et sécurité en Europe (IPSE)

Cette enquête est inédite, à plusieurs titres.

Tout d'abord par son ambition. L'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE), que je préside, se réjouit du partenariat avec le quotidien de référence ivoirien, *Fraternité Matin*. L'IPSE et *Fraternité Matin* ont ainsi, eu à cœur d'interroger, via notre partenaire, l'institut de sondage *Opinions en région*, les 1565 parlementaires européens et membres des parlements nationaux issus des Commissions des Affaires étrangères afin de les sonder quant à leurs attentes, à la veille du 5^{ème} Sommet Union Européenne - Union Africaine, réunissant 80 chefs d'états et de de gouvernements des deux continents.

Cette enquête se veut ainsi révélatrice des perceptions - parfois biaisées - ; ainsi que des enjeux - souvent réduits, vu du Nord, aux menaces que constituent pourtant les réalités vécues au Sud (démographie, terrorisme, asymétrie économique, délitement du pacte social, gouvernance politique endogène, cohésion sociale fragilisée, écueils à l'intégration régionale...).

Ce patient travail de récolte des réponses des 421 députés européens et nationaux (France, Allemagne, Hongrie, Grèce, Pologne, Suède, Pays-Bas, Belgique, Italie, Espagne...) qui ont pris le temps de la réflexion pour répondre aux 13 questions posées, confirme également que le temps est venu, 60 après la création de l'Union européenne, 54 ans après la création de l'Organisation de l'Unité africaine - dont l'actuelle Union africaine est l'héritière - de repenser en profondeur les relations entre nos deux continents, et ce, à l'aune de la prochaine révision des Accords de Cotonou, qui régissent les relations eurafricaines depuis juin 2000.

Les principales révélations de cette étude confirment que la première des exigences, à laquelle devra répondre, le Sommet qui s'ouvre à Abidjan, réside dans une écoute plus « inclusive » des doléances et une logique plus solidaire et participative des demandes et réponses qui émanent des responsables politiques autant que des sociétés civiles, de part et d'autre de la mer Méditerranée.

En effet, les nouvelles perspectives de cette collaboration harmonieuse et équilibrée et qui se veut « gagnante-gagnante », exigent des mesures de confiance, qui se doivent d'être mutuellement acceptées, au regard de leur élaboration conjointe. Il s'agit ainsi, comme le révèle notre étude, de construire un véritable pacte eurafricain, réunissant dans une prise en compte collective de la force d'une communauté de destin réunissant 82 Etats et près d'un milliard et demi d'habitants. Bien évidemment, les obstacles à ce dessein fédérateur sont nombreux.

Pour faire face à ceux-ci, en premier chef desquels la menace tenace du terrorisme et le défi migratoire, il convient, avant toute chose, de prendre en compte et sans doute aussi d'amplifier les dispositifs existants. La « mutation » d'une vision militaire vers une approche plus « globale » de la lutte contre le terrorisme est ainsi un des principaux défis majoritairement mis en exergue dans les réponses des parlementaires interrogés.

Ces derniers, qui se sentent « pas ou peu » concernés - à hauteur de 77% - par ce défi pourtant « civilisationnel » autant que géopolitique et géo-économique visant à renforcer cette relation « verticale » entre Europe et Afrique, sont ainsi les premiers à convaincre.

Nul doute, que les réponses que les chefs d'Etat et de Gouvernement entendent apporter seront scrutées avec attention...



Bruno FANUCCHI

Journaliste spécialiste de l'Afrique

Un sondage et des chiffres révélateurs

Quelques rares bonnes nouvelles ressortent de ce sondage original – et qui constitue une grande première – sur les relations entre l'Europe et l'Afrique. A la veille du Sommet d'Abidjan, en grande partie consacré à la jeunesse, la coopération euro-panafricaine est jugée « moyennement satisfaisante » (*Question 1*) mais l'on peut certainement faire beaucoup mieux. Les parlementaires (députés et sénateurs) d'une dizaine de pays d'Europe interrogés estiment en effet que la coopération entre nos deux continents est jusqu'à présent mieux assurée à 55 % par la coopération bilatérale entre les Etats que par l'Union européenne elle-même (*Question 2*).

A l'évidence, les élus se méfient des grandes structures et organisations et privilégient désormais les relations plus directes et prônent à une importante majorité de 81 % le renforcement de la coopération avec les pouvoirs locaux (*Question 3*). Dans la même logique, les élus du peuple, qui sont souvent en Europe des dirigeants de partis politiques influents, se montrent largement favorables à un renforcement de la coopération avec leurs homologues africains (*Question 4*).

Trois ans après le Sommet de Bruxelles d'avril 2014, les résultats obtenus sont jugés plutôt mitigés au regard des objectifs – peut-être trop ambitieux – fixés. Et ces résultats démontrent a contrario qu'il y a – là encore – de sérieux progrès à faire. C'est en matière de « Bonne gouvernance, Démocratie et Droits de l'Homme », notion qui recouvre aussi bien la lutte contre la corruption, l'Etat de droit et la défense des libertés publiques, que les résultats affichés sont plus les modestes atteignant tout juste la note moyenne de 2,52 sur 5. La lutte contre le terrorisme avec 3,30 et les questions de paix et de sécurité avec une note de 3,27 sont un peu mieux loties (*Question 5*).

Les progrès de l'Afrique sur la voie de la démocratie sont également jugés importants, mais nécessitent quelques exigences. L'envoi d'observateurs européens pour superviser le bon déroulement des élections en Afrique est ainsi jugé utile à 52 %, voir même très utile par 23 % des élus interrogés (*Question 6*). Et ces mêmes parlementaires se montrent très réservés sur les changements envisagés de Constitution, en estimant d'une part qu'il vaut mieux organiser simultanément ou successivement un vote du Parlement et un vote populaire (par referendum) pour s'assurer de la réelle nécessité d'y recourir (*Question 7*) et en rappelant toutefois à une écrasante majorité de 99 % que toute modification de la Constitution ne saurait être une loi rétroactive (*Question 8*). Les choses sont en ce domaine on ne peut plus claires.

Se manifeste également une grande inquiétude (*Question 9*) face à la montée du populisme et des revendications identitaires et religieuses. D'où la nécessité qui se dégage de donner une nouvelle dynamique qui soit utile aux deux rives de la Méditerranée (*Question 10*) par la constitution d'un axe – certains parlent même de Verticale – entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe.

Dans ce contexte d'ouverture et de relance des échanges entre nos deux continents, les organisations sous-régionales ont également leur rôle à jouer. La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) que souhaite réintégrer le Mauritane (*Question 11*) au 1er janvier 2019 en est le parfait exemple. Se forge ainsi petit à petit un nouveau visage de l'Afrique, tel que les Européens le voient, qui cherchent à mieux s'informer sur les réalités politiques et économiques africaines, tout en luttant contre la propagation de rumeurs invérifiées ou de fausses nouvelles dont les réseaux sociaux et les nouvelles techniques d'information démultiplient les risques.

L'Afrique doit ainsi se méfier de tout ce que l'on raconte sur elle et ce Sommet d'Abidjan va donc devoir faire la part des choses.



Cheikh BAYA Maire de Zouerate Président de l'Association des maires de Mauritanie

Comme 70 % des élus interrogés estiment que la demande d'adhésion de la Mauritanie à la CEDEAO serait une bonne chose, rappelons que la Mauritanie était à l'origine membre de la CEDEAO – qu'elle a quittée en 2000 pour se consacrer à la construction de l'Union du Maghreb Arabe – et que son retour au sein de cette organisation de libre-échange de l'Afrique de l'Ouest serait une très bonne chose.

En Afrique comme dans le reste du monde, la tendance est au regroupement assurant un meilleur développement intégré plutôt qu'au « chacun pour soi ». Comment le Maroc pourrait être membre de la CEDEAO et pas la Mauritanie qui est beaucoup plus au Sud ?

Les maires de Mauritanie – qui a toujours été un pays de transit – n'ont certes pas été consultés sur cette question, mais tous y sont favorables à 100 %, j'en suis sûr.

Ce retour n'aurait que des avantages. Cela faciliterait les voyages des hommes d'affaires et des fonctionnaires notamment en supprimant les visas, cela limiterait ou supprimerait les taxes de douane et permettrait aux sociétés de mieux s'implanter dans un espace CEDEAO.

Plus généralement, l'Afrique et l'Europe doivent établir un partenariat gagnant-gagnant. L'Europe y serait largement gagnante puisque l'Afrique représente pour elle un formidable marché. L'Europe doit cependant agir avec beaucoup plus de discernement et ne plus se lancer dans des interventions désastreuses comme en Libye... C'est l'exemple même de ce qu'il ne faut pas faire et, sur ce point, tout le monde est aujourd'hui d'accord.



ABDOULLAH COULIBALY Président de la Fondation Forum de Bamako Président du Comité d'Organisation du Sommet Afrique-France

Après la réussite du Sommet Afrique – France, que le Mali a pu mener à bien en janvier dernier à Bamako dans un contexte sécuritaire pourtant difficile, franchissons une nouvelle étape en relançant et en renforçant les relations entre l'Union Africaine et l'Union Européenne, comme le réclame à juste titre les élus européens dans ce sondage. La coopération entre nos deux continents est en effet jugée peu (à 27 %) ou moyennement « satisfaisante » (à 46 %) et il convient d'y trouver une parade au plus vite.

La montée du populisme et des revendications indentaires et religieuses en Afrique représente une menace de déstabilisation « tout à fait fondée » pour 49 % des élus interrogés ou « assez fondée » pour 46 %. Il nous faut donc trouver des passerelles entre les deux rives de la Méditerranée pour que les gens se parlent, s'écoutent et se comprennent. Et imaginer dans ce but des coopérations entre think tanks pour aborder les nouveaux problèmes auxquels nous sommes confrontés. Telle est l'ambition du Forum de Bamako, qui prône le métissage des compétences et des cultures, pour endiguer la menace du radicalisme et du djihadisme. Dans cette perspective, le 18ème Forum de Bamako (du 22 au 24 février prochain) sera ainsi organisé en partenariat avec les Rencontres d'Aix-en-Provence qui cherchent de nouvelles pistes de coopération économique.

Ensemble, nous voulons relever les nouveaux défis de développement et de sécurité qui se posent à l'Afrique tant nos sorts sont désormais liés.



Jean-Louis GUIGOU

Président Institut de Prospective
Economique du Monde méditerranéen
(IPEMED)

Il y a un déphasage entre les leaders économiques et politiques, comme Macron ou Merkel, et l'ensemble de l'opinion publique.

Comme les grands patrons, ces leaders ont bien conscience que notre avenir dépend de l'Afrique, avec laquelle nous sommes liés par l'histoire et une proximité culturelle et géographique.

Mais l'opinion publique est plus craintive et réticente qui ne voit au delà de la Méditerranée, dans le monde arabe et musulman comme en Afrique, que des révolutions, des activistes de Daech ou des dictateurs qui ne cherchent qu'à se maintenir au pouvoir.

Le temps est donc venu de constituer la Verticale Afrique-Méditerranée-Europe (AME) et ce sondage démontre que 95 % (59 % entièrement + 36 % partiellement) y sont favorables. Cette Verticale est inévitable !

Ce qui marche bien aujourd'hui, c'est l'économie avec un pied au Nord et un pied au Sud, un pied en Europe et un pied en Afrique, c'est la complémentarité. Si nous voulons freiner ou endiguer l'immigration massive et incontrôlée, il nous faut créer des emplois chez eux et mettre en place une coproduction et des partenariats avec des sociétés qui nous disent : « Venez produire chez nous.

Avec les pays d'Afrique, il nous faut ainsi passer du commerce à l'investissement pour améliorer le développement de tous ces pays et stabiliser les populations sur place. Il faut que l'Europe s'engage davantage en Afrique et la France (qui ne peut plus faire tout seule) en bénéficiera. L'Europe a d'ailleurs aujourd'hui plus besoin de l'Afrique que l'Afrique n'a besoin de l'Europe.



Etienne KONAN

Maire de Béoumi (Côte d'Ivoire)

En qualité d'élu local, je suis - comme la majorité des élus européens à 46% - « moyennement satisfait » de la coopération entre l'Europe et l'Afrique car les résultats escomptés sur nombre de projets financés par l'Europe n'atteignent pas leurs objectifs.

Les dysfonctionnements administratifs sont l'une des raisons qui expliquent ces résultats.

L'Union Européenne finance des projets pour lesquels le manque de suivi est la principale cause de leur faible efficacité.

Le principe de continuité et le transfert de compétences doivent être les fils conducteurs de tout projet en Afrique financé par l'UE.

Dans l'agriculture, par exemple, les projets financés par l'Europe doivent permettre aux Africains de se prendre en charge de façon autonome afin de pérenniser les actions initiées. Or ce principe de continuité n'existe guère.

Comme 55% des élus européens, je suis favorable à une coopération bilatérale entre pays d'Afrique et pays de l'UE. Car les projets me semblent mieux ciblés et plus efficacement suivis entre Etats. Je suis également favorable à un renforcement de la coopération Afrique/UE comme 81% des élus européens, Je rejoins également l'avis des 52% de nos homologues européens qui jugent utile la présence d'observateurs européens lors de la tenue des scrutins électoraux en Afrique.

Il est à espérer que leur présence ne sera plus nécessaire dans les décennies à venir car nos enfants seront alors en mesure d'organiser des élections libres, régulières et respectueuses des règles du jeu politique et démocratique.



STEVE LOEMBA

Président d'Eminence Conseil
Fondateur des Entretiens de
Brazzaville

Cette enquête fait clairement ressortir l'une des problématiques de l'Union Européenne qui ne dispose pas d'un mandat clair et précis des Etats membres dans le domaine des relations internationales.

A la lecture de l'enquête, les pays et les collectivités territoriales semblent être, chacun à leur niveau de compétence, les interlocuteurs privilégiés des pays et des collectivités africaines. L'Europe a donc là une carte à jouer en définissant une politique axée sur le moyen et long terme.

La sécurité et la lutte contre le terrorisme, sujet majeur que les Entretiens de Brazzaville ont inscrit à leur agenda en fin de premier trimestre 2018, les objectifs du 4^e sommet Union Européenne - Union africaine affichent une note positive, loin devant la gouvernance, les compétences et l'emploi. Néanmoins, et on le constate tous les jours, face au terrorisme la réponse ne peut être que militaire. Il convient de s'attaquer aux racines mêmes du mal, et notamment au développement économique et à la création, grâce à l'entrepreneuriat, d'une classe moyenne en Afrique.

L'Afrique est très clairement une chance pour l'Europe, à condition que la coopération entre nos deux continents soit basée sur le modèle du « gagnant - gagnant ». En effet, le développement de l'Afrique et d'un tissu dense à la fois d'infrastructures (7 africains sur 10 n'ont toujours pas accès à l'électricité ; les infrastructures routières et ferroviaires dans et entre les pays) et d'entreprises est la condition *sine qua non* pour lutter contre les mouvements terroristes qui se nourrissent à la fois de la pauvreté, de la misère et du désespoir d'une jeunesse séparée seulement par la Méditerranée d'un continent qu'elle imagine porteur d'espoir.

La prise de conscience des parlementaires de la pertinence de développer un axe Afrique-Méditerranée-Europe est en l'espèce un enseignement majeur de cette enquête qui pourrait permettre de relancer l'initiative prise en son temps par le Président Sarkozy avec la création de l'Union pour la Méditerranée.



ALBERTO RUIZ THIERY

Coordinateur général
International Démocrate Centriste

La présence européenne en Afrique a été principalement dirigée vers la relation politique et la relation commerciale ou économique, en oubliant l'importance qu'a le rapport et la collaboration entre les partis politiques d'Europe et d'Afrique.

Nous ne pouvons pas oublier que la politique des pays s'alimente et se développe par le biais des partis politiques, une pièce indispensable et irremplaçable de la démocratie, en créant de la stabilité politique, sociale et économique dans les différents pays.

Pour cette raison, il est extrêmement important de créer un circuit de contacts et de collaboration entre les partis européens et les partis africains, d'échanger des expériences, des projets et de collaborer, pour que les partis européens et leurs dirigeants entendent mieux les difficultés, les carences et les sensibilités de leurs partenaires africains, afin de chercher une collaboration permettant à leurs partis frères du Sud, de mettre en œuvre et de renforcer des politiques qui contribuent à un développement démocratique permanent, en faveur de leurs pays respectifs et de leurs citoyens.

La collaboration ne veut pas dire l'imposition, ni même que les partis européens sont parfaits et qu'ils nécessitent parfois de repenser leur attitude et leurs actions politiques.

La collaboration doit être d'égale à égale, si nous voulons resserrer les liens avec nos partenaires africains et offrir une véritable collaboration.

L'IDC-CDI, International démocrate de Centre, a une grande expérience en Afrique, où elle est présente dans la moitié des pays africains par le biais de ses partis frères, avec lesquels elle collabore étroitement depuis de nombreuses années, que ce soit des partis au gouvernement ou à l'opposition.



Charles KOFI DIBY

Président du Conseil économique, social, environnemental et culturel de Côte d'Ivoire

La coopération entre l'Afrique et l'Europe me semble positive et constructive, mais pourrait aller encore beaucoup mieux si les institutions des deux bords de la Méditerranée voulaient s'en donner les moyens humains et matériels.

En qualité de Ministre de l'Economie et des Finances, puis de chef de la diplomatie ivoirienne, j'ai pu personnellement constater combien la coopération avec les organismes internationaux comme le FMI, la Banque mondiale et les organisations sous-régionales comme la CEDEAO et les Parlements nationaux repose surtout et avant tout sur la qualité des relations humaines.

Au Conseil économique, social, environnemental et culturel, nous avons bien conscience ici en Côte d'Ivoire que les rapports entre élus, institutions et citoyens sont au cœur de la cohésion sociale.

Comme la grande majorité des parlementaires interrogés dans ce sondage, je partage le sentiment qu'il convient de renforcer au plus vite la coopération avec les pouvoirs locaux évoqué à juste titre dans la question 3 de cette grande enquête. Comme nous sommes intimement persuadés de la nécessité de mieux informer les parlementaires européens sur les réalités africaines.

Nous voulons également promouvoir l'idée de généraliser au niveau panafricain la création de Conseils économiques, sociaux et environnementaux, comme cela existe déjà au niveau européen avec le Comité économique et social européen (CESE).

Cela ne ferait qu'améliorer la coopération entre nos deux continents.